



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

05 sept. 2025

N° 330

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

CONSTRUISONS LE CAMP DES MASSES EXPLOITÉES !



Les masses exploitées ne se sont jamais retrouvées aussi seules, désorientées et abattues par les coups de boutoir des camps ennemis. Mais aussi désespérée que la situation puisse paraître aujourd'hui, la vérité est qu'elles ne s'en sortiront que par leurs luttes conscientes, leur participation active et autonome au premier plan des luttes politiques pour imposer leurs revendications spécifiques.

Les masses populaires continuent d'encaisser presque sans broncher les contrecoups d'une guerre aux multiples facettes que leur livrent les classes dominantes depuis belle lurette. Cette situation s'est accentuée depuis les six dernières années avec l'émergence des gangs criminels. Des villes entières vidées de leurs habitants par la violence, des maisons incendiées, des grands axes routiers coupés éloignant les habitants d'un département à un autre. Une économie réduite en lambeaux avec le démantèlement de nombreuses entreprises, des massacres en cascade, des kidnappings, des meurtres, des viols en série. La famine qui touche plus de 3 millions de personnes.

Le département de l'Ouest, siège de la capitale Port-au-Prince, est aujourd'hui un département fantôme dont plus de 90% du territoire sont aux mains des gangs. Une bonne partie de ses habitants ont fui vers les villes de province ou à l'étranger. Des camps de déplacés, véritables bagnes, se comptent par dizaines. Établissements scolaires et universitaires, hôpitaux, églises sont détruits. Bref un État effondré au profit des groupes criminels, des malfrats et des classes dominantes.

Ceux qui tirent profit de cette situation, les principaux chefs de gangs, la bourgeoisie et la classe politique continuent de se renforcer à l'opposé des classes populaires qui tout en supportant tout le poids de la crise actuelle n'arrivent pas pour le moment à sortir de leur léthargie.

Mais il n'y a pas que les masses populaires. L'intelligentsia, les jeunes qui, de toute leur histoire, n'ont pas toujours eu de

grandes affinités pour les luttes des masses populaires haïtiennes, se sont mis encore plus en retrait. Beaucoup ont quitté le pays. Ceux qui restent cherchent plutôt à sauver leur peau. Quant à la classe politique, elle est restée fidèle à elle-même. Corrompue, affairiste, elle continue de s'entre déchirer pour s'agripper aux caisses de l'État pour s'enrichir tout en se mettant au service des classes riches et des gangs.

Cette situation ne changera pas par un coup de baguette magique ou par l'intervention providentielle d'un sauveur suprême comme beaucoup le souhaitent ou l'attendent mais par l'intervention autonome et consciente des masses populaires sur le champ de bataille. Et c'est à cette tâche que doivent s'atteler tous ceux qui se revendiquent du camp des travailleurs en l'occurrence des communistes révolutionnaires.

Il existe dans le pays une petite minorité de jeunes, de travailleurs qui veulent agir pour inverser le cours de la situation politique actuelle. Tout en ayant à l'esprit de rester en vie, il faut aller les chercher par un travail de propagande. Il faut avoir des liens dans la population partout où elle est, dans les camps de déplacés, dans les usines qui conservent encore une activité, dans les marchés. Il faut même oser dans cette situation faire éclore une organisation qui se donnera pour tâche d'accompagner les masses populaires dans leurs luttes quotidiennes et spontanées.

Avec ce travail de fourmi, ces jeunes militants communistes participeront à la résurgence des révoltes spontanées des masses populaires qui constitueront l'aube de luttes plus conscientes pour le renversement du système capitaliste engendreur de chaos. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Construisons le camp des masses exploitées !

Leur Société

- ⇒ Page 2
 - Aux faux espoirs des uns, à la diversion des autres, opposons la révolte consciente des masses exploitées
 - Changer le rapport de force avec les gangs est la seule politique qui vaille
 - La population seule peut décider
- ⇒ Page 3
 - Une population ravagée après avoir constaté l'état de ses quartiers
 - Kenscoff les gangs ne chôment pas
 - Manifestation des jeunes après l'assassinat de Zamy Wanderson
 - Blackout sur Port-au-

Dans les entreprises

- ⇒ Page 4
 - Pas d'amélioration sur la zone industrielle
 - Moment difficile pour le patron Abraham

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Les réserves de pétrole : mobile de l'agression américaine contre le Venezuela

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

AUX FAUX ESPOIRS DES UNS, À LA DIVERSION DES AUTRES, OPPOSONS LA RÉVOLTE CONSCIENTE DES MASSES EXPLOITÉES

Les deux acteurs de la scène politique, d'un côté les gangs criminels, de l'autre côté le gouvernement soutenu par les ambassades occidentales, donnent l'impression de s'opposer. Mais leur principal ennemi reste les masses exploitées qui subissent le poids de la détérioration sécuritaire, politique et économique du pays.

Pour tromper la vigilance de la population, chacun joue sa partition. Ainsi, mardi 26 août dernier, le porte-parole des assassins de Viv-Ansanm a annoncé qu'il avait fait le retrait de ses soldats cantonnés dans les quartiers du Bas-Delmas, Nazon, Solino etc., et demandé aux habitants de regagner leurs quartiers et leurs maisons. C'est un signe qu'ils veulent faire la paix avec la population, selon certains de ces criminels.

Selon Associated Press, les États-Unis et le Panama ont déposé conjointement ce jeudi 4 septembre 2025 un projet de résolution visant à transformer la force multinationale dirigée par le Kenya. Les deux pays exhortent le Conseil de Sécurité des Nations unies (ONU) à autoriser la création d'une force de 5500 membres,

habilitée à arrêter les membres des gangs en Haïti, afin de contribuer à enrayer l'escalade de la violence.

Le gouvernement n'est pas en reste. Les réseaux sociaux annoncent que la Police et des mercenaires militaires venus des USA ont un plan pour éradiquer les gangs. Ils ont même avancé des dates pour le déblocage des principaux axes routiers qui relient les différents départements.

Derrière l'opposition de façade entre les gangs et le gouvernement et les capitales occidentales, il y a une entente tacite pour maintenir les masses populaires dans l'ornière de l'exploitation et de la misère. Leurs actions conjuguées propulsent le pays et les masses exploitées dans la catastrophe.

Les gangs ont une organisation et

disposent de beaucoup de moyens, l'État bourgeois pareil. Mais la population laborieuse dispose de la force du nombre et c'est elle qui est à la base de la production et du fonctionnement de la société. Il lui manque pour l'instant la détermination, la conscience de son pouvoir.

Parmi les ennemis des travailleurs, la victoire d'un camp sur un autre ne servira jamais les intérêts de la classe ouvrière des paysans pauvres et alliés. La classe ouvrière peut se donner les moyens de créer sa propre organisation pour agir et défendre ses intérêts, participer aux luttes politiques en cours, s'armer pour défendre son existence. C'est la meilleure façon de répliquer aux attaques de la bourgeoisie et de ses hommes de main. La libération des classes laborieuses sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. ■

CHANGER LE RAPPORT DE FORCE AVEC LES GANGS EST LA SEULE POLITIQUE QUI VAILLE

Au lendemain du retrait des bandes criminelles de certains quartiers de la capitale, beaucoup de gens parmi la population se sont demandé et se demandent encore quels sont les objectifs recherchés par les gangs ? Cherchent-ils la paix avec la population comme le proclament certains d'entre eux dans leurs déclarations ou est-ce une énième manœuvre de diversion comme ils savent le faire à l'endroit des masses populaires ?

Comme pour se moquer de la colère, de la consternation des milliers d'habitants à la découverte des champs de ruines que sont devenus leurs quartiers et leurs maisons, les différents chefs de gangs se sont réunis dans le palais de l'un d'entre eux à Canaan sans doute pour faire le point sur cette décision qu'ils venaient de prendre.

Une image vaut mille mots. Alors que les réseaux sociaux publiaient les images de la population en pleurs cherchant un petit souvenir dans les décombres de leur demeure, les chefs de gangs s'exhibent dans une somptueuse piscine en train de prendre du plaisir. À la Croix-des-Bouquets, le baron criminel de cette commune se fait filmer dans une chambre remplie de billets de banque.

Au même moment, les gangs

attaquent les habitants du Bas-Artibonite. Aucun répit n'a été observé dans les actes de terreur dans la commune de Kenskoff assiégée depuis plus de 10 mois. À Port-au-Prince, les actes de kidnapping ont été multipliés dans les quartiers de Delmas 31, 33 et 75. Les points de péage, les rançons sont toujours là.

Les troupes d'assassins qui tenaient ces quartiers dits « libérés » sont partis avec leurs armes. Ils n'ont pas été défaits. Ils peuvent décider de revenir au moment où ils le souhaitent.

Autant le dire, c'est dans ces faits-là qu'il faut rechercher les intentions réelles des gangs criminels. Ces derniers n'ont jamais fait et ne feront jamais aucun cadeau à la population. Conscients des crimes et horreurs qu'ils continuent de faire endurer aux masses populaires, les bandits savent qu'ils ne seront

pas pardonnés. Pour continuer de profiter des énormes richesses qu'ils ont acquises par le vol, la rançon, les kidnappings, ils se doivent de continuer à maintenir cette population dans la terreur pour l'empêcher de se soulever. C'est bien pourquoi ils continuent de s'armer, de prendre des territoires.

Cette vérité toute simple doit être comprise et apprise des masses exploitées et de toutes celles et ceux qui sont intéressés par le dégel de cette situation. Tous ceux qui prétendent le contraire font le jeu de l'ennemi.

Seules les révoltes des masses populaires peuvent faire reculer les assassins de « Viv Ansanm » en leur infligeant des défaites, en leur reprenant tout ce qu'ils nous ont volé. C'est à ce changement de rapport de forces que les prochaines luttes des masses exploitées doivent s'atteler. ■

LA POPULATION SEULE PEUT DÉCIDER

Le chef de gangs de «Viv-Ansanm», Jimmy Cherisier alias Barbecue, dans un post sur les réseaux sociaux le mardi 26 août 2025, a demandé aux déplacés des quartiers de Bas Delmas, de Solino, de Nazon, de Delmas 30 et de Christ-Roi de retourner vivre chez eux après avoir ordonné à ses soldats de vider les lieux.

Cet appel du chef des gangs de Viv-Ansanm a lancé un débat au niveau de la population tant sur les réseaux sociaux que dans les rues. Les opinions sont partagées entre ceux qui veulent revenir et ceux qui ne veulent pas.

Ceux qui sont contre disent que les gangs sont en manque d'argent et de munitions. S'ils demandent à la population de revenir dans les quartiers, c'est pour leur servir de bouclier humain en cas d'interventions musclées de la police ou des mercenaires militaires américains.

Toujours parmi ceux qui sont contre ce retour, certains avancent que les bandits armés de Grand-Ravine et de Petit-Bois ont massacré les habitants de Carrefour Feuilles qui ont regagné leurs maisons à la suite d'un

appel comme celui du chef de gang de Delmas. D'autres avancent l'état désastreux de ces quartiers. Une à une toutes les maisons ont été pillées, saccagées. Toutes les infrastructures, tous les liants des communautés ont disparu.

Dans une note publiée dans la presse, la Police Nationale d'Haïti a découragé la population de revenir dans ces quartiers. Selon elle, c'est un piège. Une fois la sécurité rétablie, le gouvernement accompagnera les gens dans leur retour, affirme le communiqué de la Police. Ce qui fait dire à quelques-uns que ce retour ne se fera jamais.

Ceux qui veulent revenir sont plus discrets. On les voit plutôt à l'œuvre en train de nettoyer, de déblayer. Juste à leurs côtés, se tiennent des racketteurs qui échafaudent déjà des plans de « soutien aux revenants ». Ils vont probablement solliciter les ONG pour se faire

du fric sur la misère de ces habitants.

La mairie de Delmas a délégué pendant deux ou trois jours des équipes pour nettoyer le grand axe routier jusqu'au carrefour de l'Aviation.

Une semaine après le retrait des bandits, l'état catastrophique des quartiers libérés a découragé un grand nombre de familles qui nourrissaient pourtant l'espoir de revenir. Mais la société capitaliste n'a pas souvent donné de choix aux exploités. Même en temps normal, des bidonvilles dépourvus de presque tout n'ont jamais été dignes, la majorité des habitants étaient là par défaut.

Battez-vous où vous êtes. Dans les territoires perdus, dans les camps de déplacés, dans les zones dites saines. Ceux qui vivent sont ceux qui luttent. ■

UNE POPULATION RAVAGÉE APRÈS AVOIR CONSTATÉ L'ÉTAT DE SES QUARTIERS

Routes défoncées et barricadées, maisons pillées et incendiées, toitures, enfoncées tels sont les dégâts perpétrés par les voyous de « Viv Ansanm » dans les quartiers de Bas Delmas, Solino, Christ-Roi et Nazon.

Assoiffés de regagner leurs quartiers, leurs maisons et reprendre leur vie intime que la vie dans les Camps de fortune ne favorisait pas, de nombreux habitants des quartiers sus-cités mais aussi des badauds, des journalistes s'y sont rendus pour voir ce qu'il est advenu de leurs maisons.

Le moins qu'on peut dire, ils ont été scandalisés par ce qu'ils ont vu. Les rues

sont sales, jonchées de carcasses de voitures, de sable, de vieux vêtements, de tas d'immondices et de barricades montées par les bandits. Les rues sont dévastées. Beaucoup de maisons ont été incendiées, leurs murs sont défoncés jusqu'à la base et beaucoup de toits en tôles démontés. Ces quartiers tels Nazon, Christ-Roi, Solino etc., sont tellement ravagés, qu'ils laissent l'impression qu'il y a eu une grande catastrophe avec des lance-roquettes.

Ces quartiers populaires, aujourd'hui plus défigurés que ce qu'ils étaient avant d'être envahis et occupés par les bandits armés sont habités par des pauvres. Des travailleurs, des petits marchands, des petits commerçants, des jobeurs, des chômeurs, et généralement des

pauvres qui cherchent à joindre les deux bouts pour survivre et faire vivre leur famille. Ceux des masses pauvres qui ont trimé toute leur vie pour construire une petite baraque malgré leur salaire misérable et qui peinent à payer un loyer avec un salaire qui ne vaut même pas le coût du transport pour aller et retourner au travail. C'est à ces braves gens qui sont debout avant le lever de jour et jusqu'au coucher du soleil pour faire vivre la société et enrichir les riches que les gangs osent s'attaquer.

La désolation et l'indignation devant la violence et les pertes de leurs acquis disparaîtront quand les habitants s'organiseront et prendront leur destin en main. ■

KENSCOFF LES GANGS NE CHÔMENT PAS

La police s'est enorgueillie du bilan de l'opération menée le 25 août 2025 à Kenscoff qui a conduit à la récupération de l'ancien site de la « Téléco », Télécommunications d'Haïti là où siègent les infrastructures de communication de l'OFNAC, Office National de l'Aviation Civile d'Haïti chargé de la sécurité aérienne dans le pays. Mais cette opération saluée par plusieurs associations patronales est loin de changer la réalité de la commune dont environ 60 % du territoire, selon le maire de la commune, Massillon Jean, sont occupés par les bandits de la coalition Viv Ansanm.

Les bandits avaient pris d'assaut cet important site trois jours auparavant et menaçaient de l'incendier si les autorités ne les appelaient pas pour négocier. Une situation qui avait alarmé le secteur des affaires. Une fois n'est pas coutume, les unités spécialisées de la police, les policiers de la force multinationale se sont mobilisés comme un seul homme pour chasser les bandits en leur infligeant de lourdes pertes.

Si de nombreuses associations

patronales ont applaudi l'institution policière, ce n'est pas le cas du reste de la population du secteur qui subit les horreurs des malfrats de Viv Ansanm depuis plus de 9 mois. Car, pour ces paysans la situation n'a pas bougé d'un iota. Au contraire, ils continuent de subir les assauts des assassins.

Au début du mois de septembre, les gangs ont incendié plusieurs maisons dans la localité de Gelin et contraint des dizaines de familles à fuir. Les habitants de la zone ne

peuvent plus cultiver la terre qui les faisait vivre.

Les quartiers isolés, parfois difficiles d'accès, peuplés de paysans qui cultivent la terre dans des conditions difficiles ne portent pas aux yeux du gouvernement les mêmes intérêts que le site de Téléco. Les paysans ne peuvent pas compter sur une opération policière pour les délivrer des bandits, c'est à eux de s'organiser en brigades d'auto-défense démocratiques pour mener le combat contre les criminels. ■

MANIFESTATION DES JEUNES APRÈS L'ASSASSINAT DE ZAMY WANDERSON

Que ce soit lors d'une marche pacifique, lors des funérailles célébrées le 28 août 2025 à l'Église Saint Pierre ou sur les réseaux sociaux, des milliers de jeunes en ont profité pour manifester leur colère contre l'assassinat du jeune Zamy Wanderson le 19 août dernier. Âgé de 19 ans, il venait de passer son baccalauréat.

Certains disent qu'il était au mauvais endroit au mauvais moment. Mais son assassinat démontre la banalisation de la terreur dans le pays et le mépris de la vie du simple citoyen.

D'après ce qu'on a rapporté, Zamy Wanderson avait reçu, alors qu'il était à bord d'une moto, une balle perdue par des agents de sécurité du ministère de l'Éducation Nationale qui tiraient contre des stagiaires manifestant devant les locaux dudit ministère. Ce crime n'en rappelle-t-il pas d'autres ? Gregory Saint-Hilaire n'a-t-il pas été crapuleusement abattu par des agents de l'ISGPN alors qu'il revendiquait avec ses camarades étudiants ? L'assassinat de Zamy n'est pas un fait isolé, produit d'une

circonstance hasardeuse. C'est un crime comme tant d'autres perpétré par les agents de l'État.

Les manifestations qui ont été organisées après le drame traduisent le désarroi et la colère de ces jeunes. En effet, le 22 août, plusieurs centaines de blogueurs, la plupart des tiktokeurs, ont organisé une marche qui a abouti devant les locaux dudit ministère où le drame s'était produit. Pancartes en mains ils ont scandé « justice pour Zamy », et dénoncé la situation délétère qui règne dans le pays. Ensuite il y a eu les funérailles, pleines d'émotion, de tristesse et de larmes mais également pleines de révolte et de colère qui se traduisaient dans des pancartes, des cris demandant justice et même une marche improvisée.

Ces manifestations pourraient être considérées comme une lueur dans une situation où les gangs avec la complicité des classes dirigeantes instaurent la terreur sur presque toute la capitale. Quelques jours après, le ministère a fait circuler une note annonçant des mesures conservatoires contre les agents et le 22 août la police a annoncé avoir interpellé Ferdinand Saint-Fleur, l'agent qui avait tiré. Sans la mobilisation de ces jeunes, ce crime aurait pu passer pour un fait divers.

La colère de ces jeunes ne devrait pas s'en arrêter là. Elle doit continuer à se manifester, à grandir. Ces jeunes ont intérêt à se mobiliser, à dénoncer cette situation infernale d'une société effondrée, d'avenirs brisés et oser réclamer une nouvelle société. ■

BLACKOUT SUR PORT-AU-PRINCE

Plus de trois mois après la seconde mise à l'arrêt de la Centrale Peligre par les habitants de Mirebalais pour protester contre la terreur des gangs armés, de nombreuses régions du pays notamment celle de la capitale Port-au-Prince continuent de souffrir du blackout.

Ce sont les classes pauvres qui font les frais du blackout qui règne à présent dans le pays. Les riches peuvent se payer des génératrices, se doter de systèmes d'énergie solaire. Les pauvres se résignent à vivre dans le noir. Les étudiants, quant à eux, doivent galérer pour recharger leurs téléphones, ordinateurs etc., et suivent des cours qui se font quasiment tous en ligne.

Au tout début de la mise à l'arrêt forcée de Péligre, qui produit une bonne partie du courant consommé dans le

département de l'Ouest, le gouvernement avait promis de rétablir le courant dans les foyers en annonçant un contrat signé avec des compagnies privées. Mais tout porte à croire qu'il s'agissait d'un racket, d'un moyen pour les firmes des copains, copines de se servir dans les caisses de l'État sous prétexte de lui vendre de l'électricité. Car à part quelques quartiers de Delmas qui hébergent des institutions délocalisées du centre-ville, rares sont les zones qui sont alimentées en électricité.

La population de Mirebalais, chassée de

chez elle désespérée continue à réclamer de l'État la restauration de la sécurité ; à Port-au-Prince et dans le reste du pays, les habitants sont plongés dans le noir ; mais les dirigeants restent indifférents. Peu importe la détresse de la population, pourvu qu'ils y trouvent l'occasion à s'enrichir davantage.

Que peut-on faire de ces parasites à part d'en être débarrassés ? C'est une tâche urgente que les masses exploitées et les travailleurs doivent se préparer à remplir. ■

DANS LES ENTREPRISES

PAS D'AMÉLIORATION SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Il n'y a toujours pas d'embellie au parc industriel Sonapi et sur la route de l'aéroport. Le secteur de la sous-traitance est presque sinistré. Les grosses entreprises qui embauchaient de 1000 à 3000 ouvriers ont toutes fermé leurs portes. Quelques activités persistent au niveau de certaines entreprises mais avec des effectifs réduits.

Les ouvriers qui ont la chance d'avoir encore leur nom sur la liste des employés d'une de ces rares entreprises, témoignent de la précarité de leur emploi. Sur un mois, ils peuvent ne travailler qu'une dizaine de jours. Parfois, ils sont renvoyés chez eux pour plusieurs semaines voire des mois.

Les patrons profitent du marasme ambiant pour aggraver les conditions de travail qui étaient déjà lamentables par l'augmentation des cadences, l'arrogance des petits chefs, les détériorations des conditions d'hygiène.

Du côté des salaires, c'est catastrophique à l'image de nombreux ouvriers de l'usine de Beauvoir au parc SHODECOSA qui racontent n'avoir eu que 3000 gourdes, soit environ 20 dollars, comme gain pour une quinzaine de travail.

Rappelons que le salaire minimum officiel est de 685 gourdes par jour. Après prélèvements obligatoires et taxes, c'est seulement 500 gourdes qui entrent dans les poches des travailleurs. Autrefois, les ouvriers

manifestaient régulièrement pour ajuster ce salaire au coût de la vie et arrachaient parfois un petit coup de pouce du gouvernement sous forme de subvention. Mais depuis le mouvement des gangs et le démantèlement des usines, la situation devient plus critique.

Dans certains cas, les ouvriers préfèrent démissionner car les coûts d'une journée de travail, transports, nourriture entre autres, leur reviennent plus cher que ce qu'ils gagnent. Trouver de l'argent pour accompagner la classe ouvrière pendant la crise c'est possible, car il y en a. Mais les politiciens alliés aux classes riches le détournent à coup de millions dans des projets bidon. Aux travailleurs de le réclamer par leur mobilisation et leurs lutes. ■

MOMENT DIFFICILE POUR LE PATRON ABRAHAM

Méprisant envers ses employés, agissant comme un gourou, le patron Abraham s'est adressé récemment aux ouvriers. Il leur a raconté ce qu'il a appelé « le moment le plus difficile de sa vie ». En effet, à la sortie de son usine, il a été interpellé par une patrouille de Police qui circulait dans les environs de son usine. Sans entrer dans les détails, il a expliqué que les

moments qu'il a passés avec les policiers ont été très durs pour lui. Jusqu'à présent Abraham tirait son épingle du jeu. Malgré l'hécatombe qui frappe les usines de la sous-traitance, la sienne garde une petite activité. Mais ce sont les travailleurs qui payent un lourd tribut pour se rendre et sortir de l'usine située dans le quartier des frères Simons sur la route de l'aéroport, une zone contrôlée par des bandits du groupe Viv Ansanm.

Ignorant les tensions qui règnent sur les routes, les agressions que subissent les ouvriers, Abraham les sanctionne lourdement pour chaque retard, chaque perte d'une journée de travail. Abraham a vécu un moment difficile mais les ouvriers vivent ces moments difficiles en permanence que ce soit sur les routes, dans leurs quartiers et surtout à l'intérieur de l'usine. ■

DANS L'INTERNATIONAL

LES RÉSERVES DE PÉTROLE : MOBILE DE L'AGRESSION AMÉRICAINE CONTRE LE VENEZUELA

Depuis plusieurs semaines, une flotte américaine s'est déployée au large du Venezuela, dans le sud de la mer des Caraïbes. Le dispositif est impressionnant : destroyers, frégates, bâtiment d'assaut amphibie et même un sous-marin. Officiellement, il s'agit d'une opération « anti-narcotiques ». En réalité, c'est un coup de force militaire destiné à fragiliser voire renverser le régime de Maduro et à préparer la mainmise sur les gigantesques réserves de pétrole du pays.

La tension est montée avec le bombardement d'une embarcation ayant coûté la vie à onze personnes, que Washington a présentées comme des trafiquants. Peu après, deux F-16 vénézuéliens ont frôlé un destroyer américain en eaux internationales. Ces incidents montrent combien la situation peut basculer dans l'affrontement.

Même les analystes proches de Washington reconnaissent que l'argument de la lutte antidrogue ne tient pas debout. Les navires déployés n'ont rien à voir avec l'interception de petites embarcations de contrebande. L'objectif est politique, stratégique et surtout économique.

Le Venezuela détient les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde, environ 300 milliards de barils. Or, 95 % de cette production est aujourd'hui destinée à la Chine, rivale directe des États-Unis. Washington entend rebattre les cartes pour obtenir sa part du gâteau. La mise à prix de la tête de Maduro par les autorités américaines — pour un montant supérieur à celui qui avait été promis pour Ben Laden

— confirme que l'enjeu dépasse de loin la rhétorique sur la « démocratie et la lutte anti-drogue » : il s'agit d'un bras de fer impérialiste autour de l'or noir.

Pendant ce temps, les classes laborieuses s'enfoncent dans la misère. Salaires dérisoires, inflation galopante, pénuries, chômage et exode massifs rythment leur quotidien. Ces richesses colossales ne profitent ni aux ouvriers ni aux pauvres, mais à la bourgeoisie locale, à l'appareil d'État et aux compagnies étrangères qui convoitent ces ressources pétrolières.

En somme, la présence de la flotte américaine au large du Venezuela n'est qu'un épisode de la guerre pour le contrôle d'un butin colossal : les réserves de pétrole. L'impérialisme américain agit pour protéger les intérêts de ses trusts pétroliers. Hier, ses flottes « sécurisaient » le Golfe persique ; aujourd'hui, elles cherchent à mettre Caracas sous tutelle.

Face à cela, Maduro, héritier d'une impasse nationaliste bourgeoise, instrumentalise la menace extérieure pour

cimenter un régime autoritaire, tout en gérant la pénurie et l'émigration de masse. La classe ouvrière n'a rien à attendre ni du pouvoir en place ni des États-Unis.

L'alternative réside dans l'indépendance politique du prolétariat : l'auto-organisation dans les quartiers, l'unité des travailleurs vénézuéliens et migrants, pour opposer aux appétits impérialistes et à la bourgeoisie locale leur propre programme de classe. Il revient aux travailleurs vénézuéliens et migrants de se battre pour que ces richesses servent enfin la majorité de la population en proie à toutes sortes de problèmes pour joindre les deux bouts. ■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.